Pérou: 17 000 paysans refusent les mines à ciel ouvert

20-09-2007

Plus de 18 mille paysans ont voté et plus de 90 pour cent s'est opposé à la mine de cuivre qu'une entreprise chinoise exploite à ciel ouvert, une technique très critiquée pour les dommages qu'elle provoque à l'environnement. Le président Alan García a dit que les paysans sont des "ennemis des investissements étrangers" et a accusé à l'Église de manipuler les votants.

Environ 18 mille paysans ont fait de longues queues, plusieurs d'eux après avoir marché cinq ou six heures depuis leurs parcelles de terre pour participer au référendum régional, non reconnu par le gouvernement, sur la présence sur leurs terres de l'entreprise minière Majaz, de capitaux chinois, qui prétend exploiter à ciel ouvert un gisement de cuivre de près de quatre millions de tonnes, qui au prix actuels a une valeur de 29 milliards de dollars. Le refus à la mine a été imposant: plus de 90 % a voté pour l'Non à l'exploitation minière. Les paysans ont exprimé leur préoccupation pour les effets de pollution de l'activité minière sur les eaux et les cultures et ont dénoncé des abus de l'entreprise durant l'étape d'exploration, qui a commencé en 2003. Le référendum a été organisé par les municipalités des districts de Carmen de la Frontera, Ayabaca et Pacaipamp, situés dans une zone agricole et d'une riche biodiversité de la région de Piura, à 1000 kilomètres au nord de Lima et très proche de la frontière avec l'Équateur. L'élection a été réalisée de manière pacifique, en défiant les menaces du gouvernement, qui l'a déclarée illégale et a annoncé des faits de violence pour le jour du vote. Le président Alan García l'a jouée en faveur de l'entreprise et à déclenché une escalade verbale d'attaques contre les promoteurs de cette consultation populaire, en les appelant "agitateurs communistes ennemis de l'investissement privé" et "défenseurs d'intérêts étrangers qui veulent éviter la croissance du Pérou". García a parlé d'une conspiration contre l'entreprise et a accusé les ONGs qui travaillent dans la zone et l'Église catholique de "manipuler" les paysans. (...) Mais le gouvernement et l'entreprise ne semblent pas disposées à accepter les résultats de ce référendum populaire et à abandonner le projet minier, derrière lequel il y a beaucoup d'argent, et ils veulent initier le dialogue en partant du principe que l'exploitation minière doit continuer. Ce que les deux attendent de ce dialogue c'est de convaincre les paysans pour qu'ils changent d'opinion, mais ceux-ci sont fermement opposés à la mine et veulent le dialogue pour faire respecter leur droit de décider sur le futur de leurs terres. Décision qui, dimanche dernier, s'est exprimé clairement contre l'exploitation minière et en faveur de l'agriculture, lors d'un référendum qui a effrayé comme la peste les multinationales du secteur des mines et le gouvernement, qui craignent qu'il se transforme en un exemple pour d'autres zones du pays, où se répètent les conflits entre entreprises minières et paysans qui sont maîtres de la terre d'où sortent les minéraux mais qui ne reçoivent pas les bénéfices de cette richesse et qui voient affectés leurs cultures et leur santé en raison de la pollution que produit l'exploitation minière. Carlos Noriega, Pagina/12, 19 septembre 2007. Traduction: <http://amerikenlutte.free.fr>